TekSavvy Solutions inc.

Guide relatif à l'application de la loi

TekSavvy Solutions inc. est un fournisseur d'accès à Internet, de téléphonie vocale et de services de télécommunications connexes. Hastings Cable Vision Itée est une entreprise de distribution de radiodiffusion, un fournisseur de services Internet et de services vocaux, et une société affiliée de TekSavvy Solutions inc. Dans le présent document, les deux sociétés sont désignées ensemble sous le nom « sociétés TekSavvy », ou simplement sous le nom « TekSavvy ».

Nous conservons les renseignements relatifs aux abonnés conformément à notre [Politique sur la protection des renseignements personnels](#) et à nos [Conditions générales](#). En tant qu'innovateurs en matière de protection des droits des consommateurs en ligne, nous nous engageons à protéger la vie privée de nos clients.

Le présent guide a pour but d'aider les organismes d'application de la loi à comprendre les pratiques de TekSavvy en matière de conservation et de divulgation des données. Cela dit, ces pratiques sont susceptibles d'être modifiées sans préavis.

Table des matières

1	En bref.....	2
2	Renseignements généraux.....	2
3	Renseignements relatifs aux abonnés	3
4	Ordres de préservation de données	7
5	Demandes de divulgation de renseignements sur l'abonné TekSavvy.....	8
6	Demandes de renseignements urgentes	13
7	Foire aux questions	15
	Annexe A — Formule d'ordre de préservation.....	19
	Annexe B — Formule d'ordonnance de préservation	20
	Annexe C — Formule d'ordonnance de non-divulgation	21
	Annexe D — Formulaire de demande urgente pour TekSavvy.....	22

1 En bref

- **Confidentialité** : TekSavvy ne divulguera pas de renseignements personnels à des tiers à moins que la loi ne l’y oblige, par exemple en vertu d’une ordonnance de communication ou d’une autre ordonnance judiciaire. Ces renseignements comprennent notamment l’existence d’informations de corrélation de l’adresse IP ou du territoire d’un utilisateur final particulier.
- Adresse courriel pour les ordres de préservation et les ordonnances de communication : tsiprivacy@teksavvy.com.
- **Numéro de téléphone pour les demandes urgentes uniquement** : **1 613 518-7803**. N’appellez que lorsque la vie, la santé ou la sécurité d’une personne est menacée et que les conditions d’une ordonnance de communication sont réunies, mais que des circonstances d’urgence (c’est-à-dire une situation d’urgence) empêchent l’obtention d’une telle ordonnance. De plus amples renseignements sont fournis [ci-dessous](#) au sujet de notre processus visant à confirmer que ces conditions sont réunies.
- **Période de conservation** : TekSavvy stocke des renseignements qui peuvent être utilisés pour identifier l’utilisateur final qui s’est vu attribuer une adresse IP donnée à un moment donné. Ces renseignements sont conservés tant que la session est ouverte et que l’adresse IP est associée à l’utilisateur, puis pendant 30 jours après la fin de la session et que l’adresse IP n’est plus associée à l’utilisateur. La période de conservation pour les clients de Hastings Internet à Madoc, en Ontario, peut être différente.
- **Information aux utilisateurs finaux** : TekSavvy informe les personnes des demandes de tiers concernant leurs comptes TekSavvy, à moins que la loi ne l’interdise. Cela inclut la divulgation aux utilisateurs finaux concernés des ordres de préservation, des ordonnances de communication et des divulgations dans des circonstances d’urgence.
- **Rapports agrégés** : Dans un souci de transparence, TekSavvy publie régulièrement un rapport qui regroupe le nombre de demandes reçues par catégorie, sans en divulguer les détails.

2 Renseignements généraux

TekSavvy est un fournisseur d’accès à Internet, de téléphonie vocale et de services de télécommunications connexes. Nous conservons les renseignements relatifs aux abonnés conformément à notre [Politique sur la protection des renseignements personnels](#) et à nos [Conditions générales](#). En tant qu’innovateurs en matière de protection des droits des consommateurs en ligne, nous nous engageons à protéger la vie privée de nos clients. Ce guide est conçu pour aider les organismes d’application de la loi à comprendre les pratiques de TekSavvy en matière de conservation et de divulgation des renseignements, lesquelles peuvent être modifiées sans préavis.

Conformément au sous-alinéa 7(3)(c.1)(ii) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE), TekSavvy communiquera des renseignements lorsque cette divulgation est (a) conforme à une autorité légale ; (b) dans le cadre d’une enquête d’un organisme

d'application de la loi ; et (c) limitée à des renseignements de base sur l'abonné. En outre, nous ne procéderons à de telles divulgations qu'en réponse à une ordonnance de communication canadienne ou dans les cas où les conditions d'une telle ordonnance ou d'un tel mandat étaient réunies, mais où des circonstances urgentes ont empêché d'en obtenir une (voir 6. Demandes de renseignements urgentes).

L'approche de TekSavvy à l'égard des demandes des organismes d'application de la loi est conforme à la décision récente de la Cour suprême dans l'affaire *R c. Spencer*, 2014 CSC 43, dans laquelle la Cour a conclu qu'une demande visant à établir un lien entre une adresse IP et des renseignements sur l'abonné peut en fait constituer une demande visant à établir un lien entre une personne en particulier et des activités en ligne précises.

3 Renseignements relatifs aux abonnés

Nous recevons généralement des demandes de corrélation entre les adresses de protocole Internet (« adresses IP ») et le nom, l'adresse de service (ou parfois l'adresse « physique ») et le numéro de téléphone d'un abonné. La majeure partie de ce guide concerne les demandes pour lesquelles un organisme d'application de la loi dispose d'une adresse IP et cherche à identifier l'abonné associé à cette adresse à une date et à une heure précises.

En tant que fournisseur de services vocaux, TekSavvy reçoit également des demandes d'identification de l'abonné associé à un numéro de téléphone, ou de divulgation de registres d'appels. Pour plus de renseignements sur les registres d'appels, consultez la section de ce guide consacrée à ces registres.

3.1 Renseignements sur l'adresse IP

La base de données Whois d'ARIN (<http://whois.arin.net>) fournit des renseignements accessibles au public sur l'appartenance d'une adresse IP à TekSavvy.

Veuillez noter qu'il est difficile d'établir une corrélation précise entre une adresse IP et une localisation géographique. Bien qu'il existe des services tiers accessibles au public qui tentent d'associer une adresse IP à un lieu géographique, ces renseignements peuvent s'avérer inexacts. Cela dit, d'après notre expérience, ces sources d'information constituent souvent un guide utile pour déterminer la zone géographique où se trouve une adresse IP.

TekSavvy enregistre différents renseignements sur les adresses IP par l'entremise de différentes infrastructures technologiques dans différents endroits. Pour les accès par fibre optique, sans fil fixe et DSL, nous enregistrons les adresses IP attribuées directement aux comptes d'utilisateurs. Pour l'accès par câble, nous enregistrons les adresses IP attribuées aux adresses MAC des appareils, ce qui nous permet de relier l'adresse IP au compte d'utilisateur associé. Lorsque nous enregistrons des renseignements sur l'attribution des adresses IP, nous conservons les heures et les dates auxquelles une adresse IP a commencé à être utilisée (lorsqu'elle a été « louée »), ainsi que la date d'expiration de la location.

Dans le cours normal des activités de TekSavvy, la durée de conservation des enregistrements d'adresses IP est de 30 jours après qu'elles ont cessé d'être associées à l'abonné. TekSavvy supprime les enregistrements d'adresses IP de ses registres lorsque nous n'avons plus besoin de les conserver,

c'est-à-dire 30 jours après qu'ils ont cessé d'être associés à l'abonné. La période de conservation pour les clients de Hastings Internet à Madoc, en Ontario, peut être différente.

En pratique, cela signifie que TekSavvy peut encore disposer aujourd'hui de renseignements sur une location d'adresse IP datant de plus de 30 jours si cette location d'adresse IP est restée ouverte jusqu'à une date située dans les derniers 30 jours. Une fois la session terminée et la location de l'adresse IP expirée, nous continuons à conserver les dates de début et de fin de cette session jusqu'à ce que nous supprimions finalement tous les renseignements relatifs à cette session, 30 jours après l'expiration de la location.

Alors que de plus en plus de fournisseurs d'accès à Internet et de services Internet adoptent les adresses IPv6, TekSavvy a vu se multiplier les ordonnances judiciaires visant à identifier des abonnés à partir d'adresses IPv6. Certains abonnés de TekSavvy ont des adresses IPv6. Il est donc important de comprendre le fonctionnement de ces adresses afin de nous demander les bons renseignements.

Tout d'abord, quelques définitions :

Mot ou expression	Définition
« Adresse IPv6 »	Une valeur alphanumérique de 128 bits qui identifie un dispositif d'extrémité dans un réseau suivant le protocole Internet version 6 (IPv6). Les adresses IPv6 sont constituées de huit groupes de valeurs hexadécimales de 16 bits séparées par des deux-points (:) et sont généralement composées de deux parties : le préfixe de réseau et l'identifiant de l'interface.
« Préfixe de routage »	Les trois premiers groupes ou les 48 premiers bits d'une adresse IPv6.
« Identifiant de sous-réseau »	Le quatrième groupe, les bits 49 à 64 dans une adresse IPv6.
« Préfixe de réseau »	Le préfixe de routage et l'identifiant de sous-réseau constituent ensemble le premier préfixe de réseau de 64 bits d'une adresse IPv6. Le préfixe de réseau reste constant pour chaque appareil connecté au réseau de l'abonné.
« Identifiant d'interface »	L'identifiant unique attribué par l'équipement de l'abonné à chaque appareil connecté à son réseau. L'identifiant d'interface se compose des quatre derniers groupes ou des 64 derniers bits d'une adresse IPv6.
« Représentation textuelle de l'IPv6 »	La recommandation pour le format de représentation textuelle canonique des adresses IPv6 présentée par l'Internet Engineering Task Force (« IETF »).

Les adresses IPv6 sont attribuées aux abonnés TekSavvy de la manière suivante :

- a) Le fournisseur de services d'accès au réseau sous-jacent de TekSavvy attribue à un abonné le préfixe de réseau principal de 64 bits d'une adresse IPv6, qui est déléguée par l'équipement de l'abonné à tous les appareils connectés au sein de son réseau. Veuillez noter que le même

préfixe de réseau ne peut être attribué à plus d'un abonné à la fois.

- b) L'équipement de l'abonné attribue à chaque appareil connecté à son réseau un identifiant d'interface unique qui constitue les 64 derniers bits d'une adresse IPv6.

TekSavvy n'a pas de visibilité ni de renseignements sur l'identifiant d'interface (les 64 derniers bits d'une adresse), pas plus que notre fournisseur de services d'accès au réseau sous-jacent. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'établir une corrélation avec une adresse IPv6 de 128 bits entièrement notée.

En bref, si vous connaissez une adresse IPv6 et que vous cherchez à identifier l'abonné TekSavvy qui utilisait cette adresse, si TekSavvy dispose de registres associés, TekSavvy identifiera l'abonné en se basant uniquement sur le préfixe de réseau, c'est-à-dire les 64 premiers bits, ou 4 groupes. Nous n'aurons aucune information sur l'adresse IPv6 entièrement notée ou sur l'équipement ou l'interface spécifique que l'abonné a utilisés sur cette adresse.

3.2 Renseignements sur l'abonné que TekSavvy ne conserve pas et ne peut pas fournir

3.2.1 TekSavvy ne divulguera pas de renseignements sans ordonnance judiciaire, à moins qu'il n'y ait une situation d'urgence.

TekSavvy ne fournit pas de renseignements spécifiques aux clients aux organismes d'application de la loi sans ordonnance judiciaire. Ces renseignements comprennent :

- Les renseignements sur l'existence ou la non-existence de registres relatifs à une adresse IP spécifique ;
- Les renseignements relatifs à la localisation géographique ou au « territoire » du service d'un abonné ; et
- Tout autre renseignement spécifique au client.

Après avoir reçu une ordonnance de communication, un ordre de préservation ou une autre ordonnance judiciaire, nous recherchons les renseignements dès que cela s'avère raisonnablement possible. Lorsque nous recevons un ordre de préservation, nous conservons les renseignements demandés, y compris, en particulier, les renseignements établissant une corrélation entre une adresse IP et le compte d'un utilisateur final. Si aucun renseignement n'est trouvé, soit parce qu'aucun renseignement n'a été enregistré, soit parce que la période de conservation a expiré, nous nous efforçons d'en informer sans délai l'agent qui a formulé la demande.

3.2.2 Renseignements sur ce que nos abonnés font en ligne ou sur la façon dont ils utilisent leur service Internet

Nous n'enregistrons aucun renseignement, comme les adresses IP, les noms de domaine ou les numéros de port des sites, services ou protocoles visités ou utilisés par les abonnés. Étant donné que nous n'avons pas besoin de suivre ou de collecter ces renseignements, nous ne les suivons pas et ne les collectons pas.

3.3 Renseignements sur le service téléphonique

TekSavvy propose actuellement deux services d'appels vocaux, tous deux interconnectés au réseau

téléphonique public commuté. Le premier, TekTalk, est un service géré de voix par protocole Internet, également connu sous le nom de VoIP. Le second, Home Phone, est un service de téléphonie fixe revendu par une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »).

TekSavvy n'offre pas actuellement de services mobiles sans fil et, par conséquent, nous ne disposons pas d'enregistrements de messages texte (« SMS ») ou multimédia (« MMS »), ni de renseignements GPS ou de tours de téléphonie cellulaire, et nous ne procédons pas à la géolocalisation ciblée d'appareils.

3.3.1 Métadonnées téléphoniques

Les métadonnées téléphoniques sont des registres de métadonnées conservées relativement aux services de téléphonie vocale. Toute métadonnée téléphonique liée à l'utilisation de TekSavvy Home Phone par un client de TekSavvy est générée par l'ESLT qui, à son tour, fournit des relevés de facturation mensuels à TekSavvy.

Pour le service TekTalk, les métadonnées téléphoniques comprennent généralement les données suivantes : le numéro de l'appelant, le numéro appelé, le type d'appel (sortant ou entrant), la date et l'heure du début de l'appel, la date et l'heure de la connexion, la date et l'heure de la fin de l'appel et la durée de l'appel.

Pour le service interurbain de téléphonie résidentielle, les métadonnées téléphoniques des appels sortants comprennent généralement le numéro de l'appelant, le numéro appelé, la date et l'heure de l'appel, la durée de l'appel et la destination de l'appel (ville).

TekTalk génère des métadonnées téléphoniques pour tous les appels entrants et sortants, qu'ils soient locaux ou interurbains.

Pour la téléphonie résidentielle, l'ESLT sous-jacente fournit à TekSavvy des détails sur les métadonnées téléphoniques des interurbains sortants, que TekSavvy conserve à des fins de comptabilité et de facturation.

L'ESLT ne recueille pas, ne stocke pas et ne fournit pas à TekSavvy de métadonnées téléphoniques des appels interurbains entrants ni de relevés d'appels locaux (entrants ou sortants).

3.3.2 Dossiers des abonnés

Pour TekTalk et Home Phone, TekSavvy entend par « renseignements sur l'abonné » le nom de l'abonné, son numéro de téléphone et l'adresse du service installé.

TekSavvy peut corriger, mettre à jour ou compléter les renseignements sur l'abonné si les dossiers sont inexacts ou incomplets. Dans de rares cas, les dossiers des abonnés peuvent être supprimés sur demande ou si nous n'avons plus de raison professionnelle de conserver ces informations.

TekSavvy ne collecte pas et ne conserve pas le nom des abonnés ni l'adresse des numéros de téléphone qui ne sont pas attribués aux abonnés de TekSavvy, quelle que soit la personne qu'ils appellent.

Pour TekTalk, nous collectons et stockons les registres des numéros de téléphone des appels locaux et interurbains reçus par les abonnés TekTalk.

4 Ordres de préservation de données

4.1 Qui contacter

Les ordres de préservation, les ordonnances de préservation et les demandes de renseignements connexes peuvent être envoyées :

Par courriel, à l'adresse : tsiprivacy@teksavvy.com

Par courrier, à l'adresse : Bureau de la protection des données,
TekSavvy Solutions inc.
800, rue Richmond
Chatham (Ontario) N7M 5J5

4.2 Ordres de préservation

Les ordres de préservation de données informatiques en vertu de l'article 487.012 du *Code criminel* doivent être soumises sur la formule 5.001 (paragraphe 487.012[1] ; consultez l'[Annexe A](#) ci-dessous). Veuillez noter ce qui suit :

- La formule doit être envoyée à l'adresse suivante :
 - « TekSavvy Solutions inc. » de « 800, rue Richmond Street, Chatham (Ontario) N7M 5J5 ».
- TekSavvy Solutions inc. est, en droit, une personne morale qui contrôle et possède les données des abonnés. Si la formule est plutôt adressée à une personne, comme cette personne ne possède pas de données sur les abonnés, il se peut que nous ne soyons pas en mesure de trouver des renseignements en réponse à votre ordre de préservation.
- La formule doit **préciser** les données à conserver. S'il s'agit de données relatives à une adresse IP, elles doivent inclure la date et l'heure auxquelles l'adresse IP a été utilisée.
- En vertu de l'article 487.012 du *Code criminel*, les ordres de préservation expirent automatiquement après l'une ou l'autre des deux dates suivantes :
 - a) 21 jours s'il s'agit d'une infraction à une loi fédérale ou
 - b) 90 jours s'il s'agit d'une infraction commise en vertu d'une loi d'un État étranger.La date de la formule 5.001 doit correspondre à l'une de ces deux périodes. Les autres périodes ne sont pas valables pour un ordre de préservation.
- La formule doit être remplie en entier et comporter le nom et la signature de l'agent demandeur.

Les données qui ne sont pas conservées dans le cours normal des activités pendant la période à laquelle se rapporte l'ordre de préservation seront détruites à l'expiration de l'ordre de préservation.

4.3 Ordonnances de préservation

Les ordonnances de préservation de données informatiques en vertu de l'article 487.013 du *Code criminel* doivent être soumises à l'aide de la formule 5.003 (paragraphe 487.013[4] ; consultez l'[Annexe B](#) ci-dessous).

Conformément à la loi, TekSavvy conservera, sans les divulguer, les données des abonnés existants demandées qui sont disponibles au moment de la réception de l'ordonnance de préservation, pour une période de 90 jours, à moins qu'elle ne soit révoquée plus tôt.

4.4 *Divulgence des ordres de préservation et des ordonnances de préservation aux personnes concernées*

Les ordres et les ordonnances de préservation sont des « renseignements personnels » au sens du paragraphe 2(1) de la LPRPDE. Par conséquent, nous informons les personnes des demandes de tiers concernant leurs comptes TekSavvy, à moins que la loi ne nous interdise de le faire.

À l'expiration de l'ordre ou de l'ordonnance de préservation, une lettre de notification faisant état de l'ordre ou de l'ordonnance de préservation est envoyée à la personne concernée et toutes les données préservées sont détruites.

Si l'ordre ou l'ordonnance de préservation est suivie d'une ordonnance de communication, nous ne divulguons pas l'ordre ou l'ordonnance de préservation à la personne concernée tant que nous n'aurons pas répondu à l'ordonnance de communication et que toute ordonnance de non-divulgence associée n'aura pas expiré.

5 Demandes de divulgation de renseignements sur l'abonné TekSavvy

5.1 *Qui contacter*

Les ordonnances judiciaires demandant des renseignements sur l'abonné et les demandes de renseignements connexes doivent être envoyées :

Par courriel, à l'adresse : tsiprivacy@teksavvy.com

Par courrier, à l'adresse : Bureau de la protection des données,
TekSavvy Solutions inc.
800, rue Richmond
Chatham (Ontario) N7M 5J5

5.2 *Une ordonnance de communication est généralement plus appropriée qu'un mandat*

Les ordonnances de communication nous obligent à divulguer les renseignements dont nous disposons :

Presque toutes les demandes légales de renseignements sur l'abonné reçues par TekSavvy sont accompagnées d'une ordonnance générale de communication en vertu de l'article 487.014 du *Code criminel*. Une ordonnance de communication exige que le dépositaire des documents ou des données (TekSavvy) les remette ou les mette à la disposition de personnes, comme les organismes d'application de la loi, dans un délai déterminé. Lorsque TekSavvy reçoit une ordonnance de communication valide, nous effectuons une recherche dans nos propres systèmes et en fournissons les résultats aux agents de l'application de la loi qui les ont demandés.

Les mandats autorisent un organisme d'application de la loi à rechercher des preuves : Nous recevons plus rarement des mandats que des ordonnances de communication. Un mandat autorise les organismes d'application de la loi à pénétrer dans une propriété privée (comme les bureaux de TekSavvy) et à y rechercher des preuves. Un mandat n'exige rien de TekSavvy, si ce n'est que nous n'empêchons pas les organismes d'application de la loi de pénétrer dans nos locaux pour y rechercher ce qui est mentionné dans le mandat. TekSavvy n'effectuera donc pas de recherche dans ses propres systèmes en réponse à un mandat.

5.3 Ordonnances de communication

TekSavvy exige ce qui suit en ce qui concerne les ordonnances de communication :

- **Qui est nommé dans l'ordonnance** : L'ordonnance de communication doit être envoyée à l'adresse suivante :
 - « TekSavvy Solutions inc. » de « 800, rue Richmond Street, Chatham (Ontario) N7M 5J5 ».

L'ordonnance de communication ne doit pas être remise par écrit à un employé individuel. TekSavvy Solutions inc. (ou, dans de rares cas, Hastings Cable Vision Itée) est, en droit, une personne morale qui contrôle et possède les données des abonnés.

Cela dit, nous comprenons que certains juges préfèrent apparemment que les ordonnances soient adressées à des particuliers. Bien que la loi actuelle n'exige pas qu'une personne soit nommée, dans les cas où un juge préfère ou exige que le nom d'une personne apparaisse sur une ordonnance, nous suggérons que l'ordonnance soit adressée au membre du Bureau de la protection des données de TekSavvy « ou à une personne désignée » (*par exemple*, « Joan Smith ou une personne désignée »). Cette phrase permet à la personne de nommer la société TekSavvy appropriée en tant que personne désignée susceptible d'avoir la possession ou le contrôle des documents ou des données en question. Veuillez nous contacter pour obtenir le nom d'une personne appropriée.

- **Les renseignements visés par la divulgation** : L'ordonnance doit **préciser en détail** les données à communiquer. S'il s'agit de données relatives à une adresse IP, elles doivent inclure la date et l'heure auxquelles l'adresse IP a été utilisée. Il ne faut pas demander plus de renseignements personnels qu'il n'en faut pour l'objet de l'ordonnance, d'autant plus que nous informerons toute personne nommée, sauf si nous ne sommes pas autorisés à le faire (voir 5.6 *Divulgation des ordonnances aux personnes concernées*).

Le texte suivant est notre forme de demande la plus courante, que nous trouvons claire et sans ambiguïté :

« Le nom de l'abonné, l'adresse physique et le numéro de téléphone associés à l'adresse IP ###.###.###.### le 1^{er} janvier 2023 à 13 h 50 min UTC. »

D'autres expressions dans votre demande peuvent ou non être claires pour nous, et peuvent ne pas nous amener à divulguer les renseignements prévus dans la demande. Nous vous

recommandons de ne demander que les renseignements dont vous avez besoin et de les décrire clairement :

- **Exemple 1** : « nom, adresse physique et numéro de téléphone » : Cela indique clairement les renseignements requis aux fins de l'ordonnance et est probablement suffisant pour la plupart des enquêtes.
 - **Exemple 2** : « renseignements sur l'abonné » : Nous entendons par là uniquement le nom de l'utilisateur final, son numéro de téléphone et l'adresse physique où le service est fourni.
 - **Exemple 3** : « tous les renseignements » : Cela est généralement trop large et entraîne un travail inutile tant pour TekSavvy que pour les enquêteurs. Ces demandes peuvent produire un grand nombre de renseignements administratifs non pertinents.
 - **Exemple 4** : « renseignements relatifs aux paiements » : Les données relatives aux cartes de crédit étant des renseignements financiers personnels sensibles, nous nous attendons à ce que le juge qui ordonne la divulgation précise clairement dans son ordonnance que des identifiants financiers aussi détaillés sont nécessaires. En l'absence d'exigence spécifique concernant la divulgation des données relatives aux cartes de crédit, nous comprenons l'expression « renseignements relatifs aux paiements » comme désignant la méthode utilisée pour effectuer les paiements, en général (carte de crédit, paiement à la réception, etc.), ainsi que les dates et les montants des paiements correspondant à la période prévue dans l'ordonnance ou l'ordre.
 - **Exemple 5** : « historique du compte » : Il n'est pas clair à quelles données précises cette phrase fait référence ; il se peut que nous ne soyons pas en mesure de fournir des données pertinentes.
- **Qui a produit l'ordonnance** : L'ordonnance doit être signée par un juge de paix ou un juge. Le nom du juge de paix ou du juge doit être fourni séparément au moment où l'ordonnance est soumise à TekSavvy ou inscrit clairement sur l'ordonnance.
 - **Délai de communication des documents demandés** : Nous répondons aux demandes dans les délais impartis et plus rapidement si les ressources le permettent. La gestion des demandes d'information des organismes d'application de la loi n'est pas automatisée ; elle nécessite donc un effort considérable de notre part. Pour la plupart des demandes, nous disposons de **30 jours** pour répondre.
 - **Pièces jointes** : Dans le passé, de nombreuses ordonnances de communication que nous recevions fournissaient les détails des renseignements demandés dans une pièce jointe ou une annexe à l'ordonnance. Parfois, cette pièce jointe ou annexe est formatée et rédigée comme s'il s'agissait d'une ordonnance de communication à part entière. Il s'agit d'une approche confuse qui complique l'ordonnance de communication elle-même, surtout s'il y a des divergences entre

l'ordonnance de communication et la pièce jointe ou l'annexe. Bien que ce problème ne se soit pas posé ces dernières années, nous conseillons toujours aux agents des organismes d'application de la loi d'éviter ces complications en limitant les pièces jointes et en évitant celles qui sont structurées comme des ordonnances de communication.

- **À qui nous envoyons notre réponse :** Une ordonnance de communication précise à qui les renseignements doivent être envoyés. Étant donné que la plupart des ordonnances de communication que nous recevons sont accompagnées d'ordonnances de non-divulgence, nous ne sommes pas en mesure de divulguer notre réponse à quiconque — y compris à d'autres agents d'organismes d'application de la loi — autre que la personne nommée dans l'ordonnance de communication, à l'adresse électronique ou physique fournie dans l'ordonnance. Si vous n'êtes pas en mesure de recevoir notre réponse et que vous souhaitez que les renseignements soient divulgués à une autre personne, vous devez demander au tribunal de modifier l'ordonnance. Par ailleurs, si vous fournissez les coordonnées de l'autre personne, TekSavvy l'informerait de l'envoi des renseignements et elle pourra utiliser les processus internes pour accéder à cette réponse.

5.4 Ordonnances de non-divulgence

Lorsque la non-divulgence d'un ordre de préservation ou d'une ordonnance de communication est demandée, TekSavvy exige la présentation d'une ordonnance de non-divulgence au moyen de la formule 5.0091 (paragraphe 487.0191[3] ; consultez l'[Annexe C](#) ci-dessous).

Étant donné que le *Code criminel* prévoit spécifiquement l'ordonnance de non-divulgence comme mécanisme pour empêcher la divulgation d'une ordonnance de communication, les exigences de non-divulgence ne devraient pas faire partie des conditions attachées à une ordonnance de communication, qui sont prévues à l'article 487.019. Au lieu de cela, nous suivons les exigences explicites de non-divulgence prévues à l'article 487.0191, et nous nous réservons le droit de contester une ordonnance de communication assortie d'une condition de divulgation. Ainsi, si la divulgation doit être restreinte, nous conseillons aux organismes d'application de la loi de demander une ordonnance de non-divulgence à l'aide de la formule 5.0091.

5.5 Demandes internationales

TekSavvy ne divulguera pas de renseignements en réponse à des demandes provenant d'organismes d'application de la loi non canadiens. Pour obtenir des informations, les organismes d'application de la loi non canadiens doivent collaborer avec un organisme d'application de la loi canadien dans le cadre d'un traité d'entraide juridique et soumettre une ordonnance de communication produite par un tribunal canadien.

5.6 Divulgence des ordonnances aux personnes concernées

Les ordonnances de communication et nos réponses à celles-ci sont des « renseignements personnels » au sens du paragraphe 2(1) de la LPRPDE. Nous sommes généralement tenus d'informer les individus lorsque nous divulguons leurs renseignements à un tiers. Par conséquent, nous informons les personnes des demandes de tiers concernant leurs comptes TekSavvy, à moins que la loi ne nous interdise de le faire.

En cas de divulgation à un tiers, une lettre de notification est envoyée à la personne concernée. Cette notification comprend une copie des ordonnances soumise, la date de la divulgation, les raisons de la divulgation et le contenu de la divulgation. Ces documents sont protégés par un mot de passe afin de garantir une meilleure protection de la vie privée.

TekSavvy divulguera les ordonnances de communication et notre réponse à ces ordonnances aux personnes concernées, sauf dans les cas suivants :

- a) Nous recevons une ordonnance de non-divulgation sous forme de formule 5.0091 (paragraphe 487.0191[3] ; consultez l'[Annexe C](#) ci-dessous) qui interdit explicitement la divulgation de l'existence, du contenu ou d'une ou plusieurs parties de l'ordonnance de communication. TekSavvy se conformera aux ordonnances de non-divulgation, mais si l'interdiction relative à la non-divulgation est d'une durée indéterminée, **nous communiquerons avec le tiers à l'avenir pour déterminer si elle est toujours nécessaire et en vigueur.**
- b) On peut raisonnablement s'attendre à ce que la divulgation soit préjudiciable à :
 - i. La sécurité nationale, la défense du Canada ou la conduite des affaires internationales ;
 - ii. La détection, la prévention ou la dissuasion du blanchiment d'argent ou du financement d'activités terroristes ; ou
 - iii. L'application d'une loi du Canada, d'une province ou d'une juridiction étrangère, une enquête relative à l'application d'une telle loi ou la collecte de renseignements en vue de l'application d'une telle loi.

Si la divulgation à la personne concernée porte préjudice à l'une des entités susmentionnées et que, par conséquent, l'agent ou l'agence s'oppose à ce que nous informions la personne concernée de l'ordonnance de communication (ou d'une autre demande de renseignements) et de notre réponse, nous demandons aux organismes d'application de la loi de nous fournir une ordonnance de non-divulgation qui nous empêche d'informer l'utilisateur final pendant une période déterminée. S'il n'est pas possible de demander ou d'obtenir une ordonnance de non-divulgation, nous demandons à l'agent de nous informer des circonstances et de la date à laquelle les renseignements peuvent être divulgués. En fonction de l'opposition et des circonstances, nous demandons des éclaircissements au tribunal ou nous nous tournerons vers les articles 9(2.1) à (2.4) de la LPRPDE pour obtenir des conseils, en informant le Commissariat à la protection de la vie privée, le cas échéant.

5.7 Agrégation des données sur les demandes dans les rapports statistiques

Dans un souci de responsabilité publique, TekSavvy met en place des [rapports de transparence réguliers](#). Ce rapport trimestriel regroupe le nombre de demandes que nous avons reçues par catégorie et ne divulgue pas les circonstances particulières, le contenu ou les parties précises impliqués dans une demande d'un organisme d'application de la loi ou une ordonnance judiciaire. Ce type de rapport n'informe pas les tiers du contenu ou de l'existence d'une telle demande ou ordonnance. En examinant toutes les demandes que nous recevons chaque trimestre, nous rassemblons des renseignements sur ces demandes et sur les réponses que nous y apportons. Nous publions le rapport après un délai d'au moins six mois à compter de notre dernière réponse à l'une de ces demandes. Ceci est conforme aux lignes

directrices publiées par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE).

6 Demandes de renseignements urgentes

Conformément à l'article 3.1 de la Politique sur la protection des renseignements personnels de TekSavvy, TekSavvy peut divulguer des renseignements personnels à un organisme d'application de la loi qui en fait la demande lorsque la vie, la santé ou la sécurité d'une personne est menacée et que les conditions d'une ordonnance de communication sont réunies, mais qu'une situation d'urgence empêche l'obtention d'une telle ordonnance. Par exemple, cela peut s'appliquer à des demandes concernant une prise d'otage, la disparition d'une personne mineure, une alerte à la bombe, une alerte à la fusillade ou une alerte au suicide.

6.1 Qui contacter

Pour faire une demande urgente lorsque la vie, la santé ou la sécurité d'une personne est immédiatement menacée, veuillez nous en informer en nous appelant au numéro suivant :

1 613 518-7803.

6.2 Comment faire une demande de renseignements urgente

Tout d'abord, pour vous assurer que votre demande est reçue et traitée dans les plus brefs délais, veuillez communiquer avec nous par téléphone au **1 613 518-7803**. Même si vous connaissez bien notre procédure et que vous envoyez d'abord un formulaire de demande dûment rempli, veuillez téléphoner pour vous assurer que notre équipe reçoit le courriel sans délai.

TekSavvy n'est pas en mesure de divulguer des renseignements personnels sans ordonnance de communication, à moins que les parties requérantes n'aient déclaré avoir des motifs raisonnables de soupçonner que les renseignements qu'elles recherchent sont **nécessaires pour prévenir des dommages corporels ou la mort d'une personne**.

Pour effectuer une demande de renseignements urgente, nous avons besoin des renseignements qui figurent sur la formule de l'[Annexe D](#) ci-dessous, à envoyer **par écrit** à tsiprivacy@teksavvy.com.

Dès réception, TekSavvy examinera les renseignements soumis et évaluera si la divulgation des renseignements personnels d'une personne est raisonnablement nécessaire pour prévenir des dommages corporels ou la mort, si les circonstances sont réunies pour obtenir une ordonnance judiciaire, et s'il est raisonnablement impossible d'obtenir une ordonnance judiciaire.

Après avoir examiné les renseignements fournis, TekSavvy peut communiquer avec le demandeur pour obtenir de plus amples renseignements.

Si TekSavvy est convaincue de pouvoir divulguer les renseignements personnels, ceux-ci seront

sauvegardés dans un fichier PDF chiffré et envoyés par courriel à l'agent demandeur. Un membre du Bureau de la protection des données de TekSavvy téléphonera alors à l'agent pour lui transmettre le mot de passe qui lui permettra d'ouvrir le fichier.

6.3 Divulcation de la demande urgente à la personne concernée

Nous informons les personnes des demandes de tiers concernant les renseignements sur l'abonné, à moins que la loi ne nous l'interdise. Dans tous les cas où TekSavvy divulgue des renseignements personnels en réponse à une demande urgente, nous ferons un suivi avec les organismes d'application de la loi pour déterminer le moment de la divulgation à la personne concernée.

6.4 Perspective juridique des demandes urgentes

Notre processus général : Nous fournissons aux organismes d'application de la loi des renseignements en cas d'urgence uniquement conformément à l'article 487.11 du *Code criminel* qui autorise la divulgation de renseignements dans une situation d'urgence, lorsqu'un mandat ou une ordonnance de communication aurait été délivré, mais qu'il n'y a pas eu suffisamment de temps pour en obtenir un. Le questionnaire TekSavvy sur les situations d'urgence, qui figure à l'Annexe D, permet de vérifier si ces circonstances sont réunies et fournit une piste de responsabilité que nous pouvons suivre en renvoyant le formulaire à la chaîne de commandement de l'agent. Pour donner suite à une demande dans une situation d'urgence, nous demandons à l'agent demandeur de remplir ce questionnaire et nous examinons les réponses avant de donner suite à la demande.

Les situations d'urgence et le *Code criminel* : La discussion sur les circonstances d'une situation d'urgence de l'article 487.11 du *Code criminel* concerne les mandats et non les ordonnances de communication. Il existe une certaine confusion à ce sujet ; les deux instruments ont été utilisés par les tribunaux pour obliger les fournisseurs de services de télécommunications à fournir des renseignements de base sur les abonnés. Nous pensons que nous ne sommes pas moins contraints par l'article 487.11 en raison de l'accent mis sur les mandats, sachant qu'aucune disposition équivalente n'existe en ce qui concerne les ordonnances de communication. Notre compréhension est éclairée par la discussion sur les situations d'urgence dans l'affaire *R. c. Spencer*, dont les faits et les circonstances — l'obtention de renseignements de base sur l'abonné, auprès d'un fournisseur d'accès à Internet, par les organismes d'application de la loi, dans le cadre d'un délit de pornographie enfantine — sont tout à fait pertinents.

Divulcation de renseignements et LPRPDE : Étant donné que l'article 487.11 nous oblige à fournir des renseignements aux organismes d'application de la loi en cas de situation d'urgence, il n'y a pas de conflit avec la LPRPDE. L'alinéa 7(3)(c.1) de la LPRPDE est la disposition d'autorisation, et l'article 487.11 du *Code criminel* est la contrainte nécessaire pour satisfaire à l'exigence d'une « autorité légitime ».

Divulcation aux utilisateurs finaux et LPRPDE : L'alinéa 7(3)(c.1) de la LPRPDE ne nous oblige pas à informer le titulaire du compte de la communication à un tiers dans ces circonstances. Toutefois, lorsque cela ne met pas en péril la sécurité publique, informer un utilisateur final que ses renseignements ont été fournis à un tiers est toujours la meilleure approche, et c'est ce que nous faisons.

Si l'agent demandeur s'oppose à ce que nous informions l'utilisateur final : Les premiers intervenants, comme la police, sont des experts en matière de sécurité publique. En particulier lorsque le premier

intervenant est le tiers en question, nous devons chercher à connaître son point de vue et le prendre en considération avant la divulgation. S'il est estimé que la divulgation n'est pas appropriée, et que ce point de vue est raisonnable, nous devons en prendre note, éviter la divulgation, mais assurer un suivi régulier par écrit pour savoir si ce point de vue a changé et, si ce n'est pas le cas, pour quelles raisons. En même temps, étant donné que nous avons pour pratique d'informer les utilisateurs finaux de toutes les divulgations à des tiers, si l'autorité requérante continue de s'opposer à ce que nous informions l'individu, mais qu'aucune ordonnance judiciaire ne nous empêche de le faire, nous consulterons les articles 9(2.1) à (2.4) de la LPRPDE pour obtenir des conseils et nous informons le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada.

6.5 Pratiques relatives à la prévention du suicide

TekSavvy reçoit un grand nombre d'appels à toute heure. Il est très rare que les agents du service à la clientèle et du soutien technique de TekSavvy reçoivent des appels de personnes qui menacent de s'automotiler ou qui présentent un risque important d'activité suicidaire. Dans ce cas, nos agents peuvent aider l'appelant en transférant son appel à une ligne d'écoute ou, en cas de menace réelle et imminente, aux services d'urgence. Dans des circonstances extrêmes, lorsqu'il semble à notre agent que l'appelant a à la fois le désir et l'intention de mourir et la capacité de mettre cette intention à exécution, TekSavvy peut dépêcher la police locale en tant que premiers intervenants désignés.

7 Foire aux questions

1. Où puis-je envoyer ma demande et les questions qui s'y rapportent ?

- a. Si vous soumettez une demande relative à une situation d'urgence dans laquelle la vie, la santé ou la sécurité d'une personne est immédiatement menacée, veuillez nous en informer en **composant le 1 613 518-7803**.
- b. Sinon :

Par courriel, à l'adresse : tsiprivacy@teksavvy.com

Par courrier, à l'adresse : Bureau de la protection des données,
TekSavvy Solutions inc.
800, rue Richmond
Chatham (Ontario) N7M 5J5

2. Comment saurai-je que TekSavvy a reçu ma demande par courriel ?

- a. Nous accuserons réception par un courriel de réponse.

3. Quand la réponse sera-t-elle prête ?

- a. Nous répondons aux demandes dans les délais impartis et plus rapidement si les ressources le permettent. La gestion des demandes d'information des organismes d'application de la loi n'est pas automatisée ; elle nécessite donc un effort considérable de notre part. Dans la plupart des cas, nous disposons d'un délai de 30 jours pour

répondre à la demande.

- 4. L'ordonnance que j'ai soumise concerne l'enquête sur un crime très grave. TekSavvy lui donnera-t-elle la priorité sur d'autres ordonnances ?**
 - a. Nous devons respecter les délais de toutes les ordonnances judiciaires et nous sommes légalement tenus de les exécuter aux dates indiquées. Cela signifie que nous ne pouvons pas nous abstenir de répondre à une ordonnance concernant un délit moins grave afin de répondre plus rapidement à une ordonnance concernant un délit plus grave.

- 5. TekSavvy reçoit-elle beaucoup d'autres demandes d'organismes d'application de la loi ?**
 - a. Nous recevons un volume régulier de demandes et consacrons un temps considérable à leur gestion. Veuillez noter qu'il nous est généralement interdit de divulguer l'existence d'ordonnances judiciaires spécifiques et que nous ne pouvons pas fournir de renseignements détaillés sur les types et le nombre de demandes que nous traitons à un moment donné. Toutefois, nous publions régulièrement des rapports de transparence contenant des renseignements agrégés sur les demandes et les divulgations datant d'au moins six mois.

- 6. TekSavvy informe-t-elle la personne concernée de toute divulgation aux organismes d'application de la loi ?**
 - a. Nous informons les personnes des demandes de tiers concernant leurs comptes TekSavvy, à moins que la loi ne nous interdise de le faire (consultez 5.6 Divulgation des ordonnances aux personnes concernées).

- 7. Je comprends que TekSavvy ne divulguera pas de renseignements spécifiques à ses clients sans une ordonnance judiciaire. Pouvez-vous me confirmer que vous possédez ou non les documents que je recherche ?**
 - a. Nous pouvons vous informer de notre pratique générale, qui consiste à supprimer les enregistrements d'adresses IP sur une base continue 30 jours après que chaque adresse n'est plus associée à un abonné. La période de conservation pour les clients de Hastings Internet à Madoc, en Ontario, peut être différente. Nous n'entreprendrons pas de recherche dans les dossiers relatifs à une adresse IP particulière sans une ordonnance judiciaire ou un ordre de préservation.

- 8. Pourquoi TekSavvy supprime-t-elle les enregistrements d'adresses IP après 30 jours ?**
 - a. Nous nous efforçons de ne conserver que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos services à nos clients. Comme nous facturons nos services à nos clients sur une base mensuelle, nous n'avons besoin de ces documents que pour une période de 30 jours. TekSavvy a donc pour pratique de supprimer les enregistrements d'adresses IP après 30 jours, car ils ne sont alors plus nécessaires dans le cours normal des affaires.

- 9. Je demande des documents relatifs à une adresse IP spécifique. Pourquoi TekSavvy demande-t-elle la date et l'heure d'utilisation de l'adresse IP ?**
 - a. La date et l'heure font partie intégrante d'une demande concernant une adresse IP

spécifique, car les adresses IP sont généralement louées aux abonnés de manière temporaire. Par exemple, la même adresse IP peut être louée à une personne à 10 h et à une autre à 10 h 3. Cela signifie qu'il est possible pour un très grand nombre de personnes d'utiliser la même adresse IP au cours d'une même journée.

- b. Il est très important de préciser le fuseau horaire de la période pour laquelle vous demandez des renseignements sur l'adresse IP. Nos registres peuvent enregistrer différents fuseaux horaires, mais nous recevons généralement les demandes en GMT/UTC. Le fuseau horaire est nécessaire pour garantir la corrélation avec l'utilisateur final.

10. Si mon ordre de préservation expire avant la fin de mon enquête, conserverez-vous les données conservées pendant une période prolongée ?

L'article 487.0194 du *Code criminel* exige que les données informatiques conservées en réponse à un ordre de préservation qui ne seraient pas conservées dans le cours normal des affaires soient détruites dès que possible après l'expiration ou la révocation de l'ordre.

11. Êtes-vous en mesure de fournir :

a. Le nom de l'ordinateur hôte ?

- i. Nous ne saisissons pas les noms d'hôte des ordinateurs et ne pouvons donc pas les fournir.
- ii. Dans certains cas, nous conservons l'adresse MAC d'un appareil branché directement sur le premier port LAN du modem.

b. Les identifiants du modem ?

- i. Nous conservons parfois des renseignements sur les modems des clients, notamment la marque et le modèle, l'adresse MAC et le numéro de série du modem, mais ces renseignements peuvent varier selon que le client utilise ou non un modem fourni par TekSavvy.

c. Les mots de passe de comptes courriel ?

- i. Non. TekSavvy conserve les dossiers relatifs aux mots de passe des courriels TekSavvy, mais ceux-ci sont chiffrés et nous ne pouvons pas les déchiffrer.

d. Des renseignements sur les sites Web visités par les abonnés ?

- i. Nous n'enregistrons aucun renseignement sur les sites, services ou protocoles visités ou utilisés par les abonnés. Cela comprend les adresses IP, les noms de domaine ou les numéros de port. Étant donné que nous n'avons pas besoin de suivre ou de collecter ces renseignements, nous ne les suivons pas et ne les collectons pas.

e. Des renseignements relatifs au paiement ?

- i. TekSavvy conserve des dossiers sur la fréquence des paiements, la méthode de paiement et d'autres détails sur la facturation et le paiement des comptes. Étant

donné que TekSavvy fournit ses services sur une base prépayée, nous n'avons pas besoin de vérifier la solvabilité des abonnés et nous ne disposons pas non plus de renseignements bancaires sur les abonnés, car nous ne proposons pas le retrait automatique comme méthode de paiement.

- ii. Les données relatives aux cartes de crédit étant des renseignements financiers personnels sensibles, nous nous attendons à ce que le juge qui ordonne la divulgation précise clairement dans son ordonnance que des identifiants financiers aussi détaillés sont nécessaires. En l'absence d'exigence spécifique concernant la divulgation des données relatives aux cartes de crédit, nous comprenons l'expression « renseignements relatifs aux paiements » comme désignant la méthode utilisée pour effectuer les paiements, en général (carte de crédit, paiement à la réception, etc.), ainsi que les dates et les montants des paiements correspondant à la période prévue dans l'ordonnance ou la demande. Si vous demandez à un tribunal d'ordonner la divulgation des données d'une carte de paiement, nous vous recommandons d'inclure le texte suivant dans la liste des documents et données à produire : « Renseignements relatifs aux cartes de paiement, notamment le mode de paiement utilisé, le type de carte de paiement, le numéro de la carte de paiement, la date d'expiration de la carte de paiement et le nom associé à la carte de paiement. »
- iii. Notez toutefois que TekSavvy ne recueille ni ne stocke les numéros complets de cartes de paiement et que, par conséquent, nous ne pouvons pas produire des numéros complets de cartes de paiement.
- iv. Bien que nous enregistrons un nom en relation avec les identifiants de carte de paiement qui nous sont fournis, ce nom n'est pas nécessairement celui qui figure sur la carte de paiement à laquelle les identifiants se rapportent.

Annexe A — Formule d'ordre de préservation

FORMULE 5001
(paragraphe 487.012[1])
ORDRE DE PRÉSERVATION

Canada,

Province de.....
(circonscription territoriale)

À (nom de la personne), de..... :

Attendu que j'ai des motifs raisonnables de soupçonner que les données informatiques précisées ci-dessous sont en votre possession ou à votre disposition et qu'elles

seront utiles à l'enquête relative à l'infraction prévue à (*préciser la disposition du Code criminel ou de l'autre loi fédérale*) qui a été ou sera commise,

(ou)

seront utiles à l'enquête relative à l'infraction prévue à (*préciser la disposition de la loi de l'État étranger*) qui a été commise et que l'enquête est menée par une personne ou un organisme, (*indiquer le nom de la personne ou de l'organisme*), chargé au (*ou en ou à*) (*indiquer le nom de l'État étranger*) des enquêtes relatives à de telles infractions,

En conséquence, vous êtes tenu(e) de préserver (*préciser les données informatiques*) qui sont en votre possession ou à votre disposition au moment où vous recevez le présent ordre jusqu'au (*indiquer la date*) à moins que l'ordre ne soit annulé ou qu'un document comportant ces données n'ait été obtenu en exécution d'un mandat ou d'une ordonnance avant cette date.

Le présent ordre est assorti des conditions suivantes :

Sachez que la contravention du présent ordre, sans excuse légitime, peut entraîner une amende.

Vous êtes tenu(e) de détruire les données informatiques qui ne sont pas conservées dans le cadre normal de votre activité commerciale et tout document établi en vue de les préserver, conformément à l'article 487.0194 du *Code criminel*. Sachez que la contravention de cette disposition, sans excuse légitime, peut entraîner une peine d'emprisonnement et une amende, ou l'une de ces peines.

.....
(Signature de l'agent de la paix ou du fonctionnaire public)

2014, ch. 31, art. 26

Annexe B — Formule d’ordonnance de préservation

FORMULE 5003
(paragraphe 487.013[4])
ORDONNANCE DE
PRÉSERVATION

Canada, Province

de.....

(circonscription territoriale)

À (nom de la personne), de..... :

Attendu que je suis convaincu, en me fondant sur une dénonciation sous serment par (*nom de l’agent de la paix ou du fonctionnaire public*), de..... :

(a) qu’il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu’une infraction prévue à (*préciser la disposition du Code criminel ou de l’autre loi fédérale*) a été ou sera commise (*ou qu’une infraction prévue à [préciser la disposition de la loi de l’État étranger] a été commise*) et que (*préciser les données informatiques*) sont en votre possession ou à votre disposition et seront utiles à l’enquête relative à l’infraction ;

(b) qu’un agent de la paix ou un fonctionnaire public a l’intention de demander ou a demandé la délivrance d’un mandat ou d’une ordonnance en vue d’obtenir un document comportant les données informatiques (*et, le cas échéant, et que (indiquer le nom de la personne ou de l’organisme) mène l’enquête et est chargé au (ou en ou à) (indiquer le nom de l’État étranger) des enquêtes relatives à de telles infractions,*

En conséquence, vous êtes tenu(e) de préserver les données informatiques précisées qui sont en votre possession ou à votre disposition au moment où vous recevez la présente ordonnance jusqu’au (*indiquer la date*) à moins que l’ordonnance ne soit révoquée ou qu’un document comportant ces données n’ait été obtenu en exécution d’un mandat ou d’une ordonnance avant cette date.

La présente ordonnance est assortie des conditions suivantes :

Sachez que la contravention de la présente ordonnance, sans excuse légitime, peut entraîner une peine d’emprisonnement et une amende, ou l’une de ces peines.

Vous êtes tenu(e) de détruire les données informatiques qui ne sont pas conservées dans le cadre normal de votre activité commerciale et tout document établi en vue de les préserver, conformément à l’article 487.0194 du [Code criminel](#). Sachez que la contravention de cette disposition, sans excuse légitime, peut entraîner une peine d’emprisonnement et une amende, ou l’une de ces peines.

Fait le (*date*), à (*lieu*).

.....
(*Signature de l’agent de la paix ou du fonctionnaire public*)

2014, ch. 31, art. 26.

Annexe C — Formule d’ordonnance de non-divulgation

FORMULE 5.0091
(paragraphe 487.0191[3])
ORDONNANCE DE NON-
DIVULGATION

Canada,

Province de.....
(circonscription territoriale)

À (nom de la personne, de l’institution financière, ou de l’entité), de..... :

Attendu que je suis convaincu, en me fondant sur une dénonciation sous serment par (nom de l’agent de la paix ou du fonctionnaire public), de..... :
qu’il existe des motifs raisonnables de croire que la divulgation de l’existence (ou d’une partie quelconque ou d’une partie quelconque du ou des passages — précisés dans la dénonciation —) de (indiquer l’ordre de préservation donné en vertu de l’article 487.012 du Code criminel ou l’ordonnance rendue en vertu de l’un des articles 487.013 à 487.018 de cette loi, selon le cas) pendant (indiquer la période) compromettrait le déroulement de l’enquête relative à l’infraction visée,

En conséquence, vous êtes tenu(e) de ne pas divulguer l’existence (ou une partie quelconque ou une partie quelconque du ou des passages précisés ci-dessous) de l’ordre (ou de l’ordonnance) pendant (indiquer la période) après la date à laquelle la présente ordonnance est rendue.

(préciser le ou les passages)

Vous avez le droit de demander la révocation ou la modification de la présente ordonnance.

Sachez que la contravention de la présente ordonnance, sans excuse légitime, peut entraîner une peine d’emprisonnement et une amende, ou l’une de ces peines.

Fait le (date), à (lieu).

.....
(Signature du juge de paix ou du juge)

2014, ch. 31, art. 26.

Annexe D — Formulaire de demande urgente pour TekSavvy

Formulaire de demande de renseignements urgente de TekSavvy Solutions inc.

- a. L'adresse IP sur laquelle vous vous renseignez ;
- b. La date et l'heure, y compris le fuseau horaire, aussi précises que possible, auxquelles l'adresse IP a été associée à l'urgence ;
- c. Les renseignements personnels que vous demandez (par exemple, le nom et l'adresse de service associés à l'adresse IP à cette date et à cette heure) ;
- d. Le nom de l'organisme d'application de la loi à l'origine de la demande ;
- e. Le numéro de l'événement à l'origine de la demande ;
- f. Une brève description de la nature de l'urgence, y compris une brève explication de la raison pour laquelle il est impossible d'obtenir une ordonnance judiciaire ;
- g. Les renseignements que vous demandez et, d'une manière générale, la manière dont ils vous aideront à éviter le dommage corporel imminent qui vous préoccupe ;
- h. Le nom, le grade, le numéro de matricule et les coordonnées de l'agent demandeur ;
- i. Le nom, le grade et les coordonnées de l'agent responsable de l'enquête ; et
- j. Le nom, le grade et les coordonnées du commandant de l'unité ou de la division concernée ayant au moins le grade de sergent et s'il est au courant de la demande.

Veuillez l'envoyer par voie électronique à tsiprivacy@teksavvy.com.
Si vous n'avez pas appelé pour nous informer de l'urgence, veuillez le faire, au **613 518-7803**.